

Unité Interdépartementale 39-71
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIADIS

lieu dit le Honry
39190 Beaufort-Orbagna

Références : FV/NM/2025/M_253
Code AIOT : 0012600475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement TRIADIS implanté lieu dit le Honry 39190 Beaufort-Orbagna. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection de installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS
- lieu dit le Honry 39190 Beaufort-Orbagna
- Code AIOT : 0012600475
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement, Seveso seuil bas, est une plateforme de tri, transit, regroupement et traitement de déchets industriels dangereux et non dangereux. Les outils de traitement sont constitués essentiellement d'une déchiqueteuse et d'une presse.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 2.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Contrôle des rétentions	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 7.5.1	Demande d'action corrective	
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 2.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 4.3.6.1 et 9.1.2	Demande d'action corrective	6 mois
7	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 08/10/2024, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 9.1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se mettre en conformité sur de nombreux points, notamment les rejets d'eaux pluviales et la propreté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...] Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. [...]
Constats : L'inspection a constaté par sondage que les zones de stockage temporaire disposent de rétentions. Par exemple le box D3 est entièrement sur rétention. Elle a constaté également que les Grands Récipients Vrac (GRV) d'huiles usagées stockés en box le sont sur rétention. L'exploitant indique par ailleurs que les bidons de liquides sont stockés dans des caisses-palettes étanches et que les armoires de stockage disposent de rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : L'inspection a constaté que les puisards du bâtiment d'exploitation contenaient des déchets. De même l'inspection a constaté que la zone de stockage extérieur des emballages souillés et des pots de peinture (zones H3, H4, H9) était très impactée (traces de peintures au sol, déchets d'emballage, boues noirâtres).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 1 : l'inspection demande à l'exploitant de tenir propre la zone de stockage extérieur des emballages souillés et des pots de peinture (zones H3, H4, H9) ainsi que les puisards sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contrôle des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 7.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée :

<p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection une procédure de contrôle des rétentions du 27 janvier 2017 ainsi que le plan d'action QSSE mentionnant la périodicité des contrôles visuels des rétentions (tous les mois) et de leur étanchéité (tous les 2 ans).</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rétentions des box et des armoires du 20 août 2025.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de consignes concernant le contrôle des autres rétentions (caisses-palettes, rétentions mobiles). L'exploitant signale que des consignes orales sont apportées aux agents (causerie le 18/11/24).</p> <p>L'exploitant a présenté un tableur informatique mentionnant que le contrôle d'étanchéité des rétentions avait été réalisé en 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 2 : L'inspection demande à l'exploitant de disposer de consignes écrites de vérification pour l'ensemble des rétentions (p.ex. caisses-palettes, rétentions mobiles) sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 4 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate l'absence de consignes pour ce qui est du traitement des écoulements accidentels de produits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 3 : l'inspection demande à l'exploitant de disposer de consignes pour ce qui est de la gestion des écoulements accidentels de produits sous 1 mois.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre, - dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 20 décembre 2024, il avait été demandé de mettre à jour le schéma des réseaux sous 2 mois et de transmettre un plan de rejet non répertorié auparavant.</p> <p>L'exploitant indique que la mise à jour du schéma des réseaux nécessite la création de puits afin de pouvoir inspecter les réseaux. Cette dernière est prévue pour le 17 novembre prochain d'après l'exploitant. Il est prévu un curage des réseaux et une inspection visuelle début décembre. L'exploitant explique le retard du fait de la nécessité de travaux d'excavation conséquents pour établir le plan. Il indique qu'il pourra remettre le plan mis à jour en janvier 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 4 : l'exploitant transmettra le plan des réseaux mis à jour sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 4.3.6.1 et 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.6.1 :</p>

[...] Le rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et transitant par le bassin tampon sont rejetées par bâchée.

9.1.2 :

Un contrôle du respect des normes de rejet définies à l'article 4.2.10 est effectué avant le rejet de chaque bâchée. [...]

NB : le respect des normes de rejet est défini à l'article 4.3.7 (il s'agit d'une erreur dans l'arrêté préfectoral)

Constats :

L'exploitant confirme que les rejets d'eaux pluviales se font en continu avec une analyse des COT (Carbone Organique Total) toutes les 30 secondes. D'autre part, l'exploitant a présenté à l'inspection les résultats d'analyses des eaux pluviales (rapports du 21 mai 2025 et du 4 juin 2025). L'inspection a constaté que l'ensemble des paramètres prévus dans son dossier de réexamen IED avaient été analysés. L'exploitant indique que les prélèvements sont réalisés par ses soins.

L'inspection considère que le rejet par bâchées après analyse a pour but de prévenir une éventuelle contamination du milieu récepteur.

L'exploitant indique que des travaux conséquents sont nécessaires pour répondre à la prescription. Ces travaux n'ont pas été budgétés malgré l'établissement de devis.

L'exploitant indique que les devis réalisés doivent être mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 5 : l'inspection demande à l'exploitant de répondre à la prescription de rejets par bâchées. Dans un premier temps, il devra transmettre à l'inspection une étude des travaux nécessaires sous six mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2024, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Documents

Prescription contrôlée :

L'exploitant remet avant le 1^{er} mars 2025, une étude de dangers révisée pour son site de Beaufort. Son contenu est conforme aux dispositions :

- de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
- de l'article 7 de l'arrêté du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.
- de l'Annexe II de l'arrêté du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de

<p>l'environnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • du I. de l'Annexe III de l'arrêté du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement. <p>L'exploitant justifie le dimensionnement des moyens d'intervention, de secours et de gestion des eaux d'extinction mis en place sur son site. Lorsque des moyens sont mutualisés, il précise leurs modalités de maintenance et d'utilisation et fournit la convention mise en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les bons de commandes pour la mise à jour de l'étude de dangers (commandes des 30 janvier 2025 et 13 octobre 2025).</p> <p>L'exploitant explique le retard du fait de la nécessité de modéliser plus de phénomènes dangereux que prévus initialement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 6 : l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre l'étude de dangers mise à jour sous 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 9.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder, au moins une fois par an, par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations, à la mesure (concentrations et flux) sur les points de rejet canalisé des paramètres suivants : débit, poussières totales, COV totaux non méthaniques ; COV annexe III.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport du 16 mai 2025 de contrôle des émissions atmosphériques canalisées pour 3 points de rejets : déchiqueteuse, atelier et reconditionnement des déchets liquides.</p> <p>L'inspection a constaté que les paramètres, débit, poussières totales et COV totaux non méthaniques étaient analysés mais pas les COV annexe III.</p> <p>La concentration maximale mesurée en COV est de 15 mg/m³. L'exploitant indique qu'un traitement des rejets atmosphériques est réalisé notamment par charbons actifs.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 7 : l'inspection demande à l'exploitant d'analyser les COV de l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 lors des prochaines mesures ou de justifier de leur non-réalisation sous trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois